

Le mouton est proposé entre 28 000 et 60 000 DA dans les points de vente publics

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4552 - Lundi 13 août 2018 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou

Une dizaine d'incendies de forêt depuis le début du mois d'août

Page 24

D'importantes quantités saisies quotidiennement

La contrebande reprend du poil de la bête

Page 4

Erdogan soudain en grande difficulté

Par Mohamed Habili

Recép Tayyip Erdogan a écrit une tribune dans le *New York Times* où il met en garde les Etats-Unis contre les conséquences d'une détérioration des relations entre leurs deux pays qui serait telle que la Turquie se verrait dans l'obligation de changer d'allié(s) stratégique(s). Venant de tout autre que lui, des propos de ce genre seraient à prendre avec le plus grand sérieux. Mais comme lui-même a déjà, et cela plus d'une fois, brandi la menace de changer de camp, ou d'axe, de passer de l'axe occidental à l'axe oriental, le premier centré sur les Etats-Unis et le second sur la Russie, on ne sait trop comment il faut l'entendre cette fois-ci. Et d'abord, s'agit-il bien d'une mise en garde ? Ne serait-ce pas plutôt là le langage d'un patriote outré de voir son pays traité sans grande considération par ce qui est censé être son meilleur allié, et appelant par la même occasion à plus de respect à son égard ? Quoi qu'il en soit, rarement les relations entre ces «deux alliés stratégiques» que sont la Turquie et les Etats-Unis ont été aussi mauvaises. Donald Trump le reconnaît volontiers quant à lui, qui non seulement ne semble pas trop le regretter mais se montre tout près d'annoncer d'autres mesures de rétorsion à l'encontre de la Turquie. D'habitude, quand le président américain prend des sanctions contre un pays, il ne manque pas dans le même gazouillis de se féliciter des bonnes relations qu'il entretient malgré tout avec son président. Rien de tel en l'occurrence. Ce qui n'augure rien de bon, au point de vue turc tout au moins.

Suite en page 3

Plus de 2 millions attendus

Quand les Algériens boostent le tourisme tunisien



En l'espace de trois mois de vacances, la Tunisie a vu l'axe de son PIB annuel rehaussé grâce au tourisme de masse auquel les Algériens participent avec 2,2 millions de visiteurs attendus pour la fin de la saison estivale. Lire page 2

Réalisation de 66 km de routes et de grands ouvrages d'art à Tipasa

Réception du projet fin 2019

Page 4

Salon national de la photographie

Plus de 40 participants à la 4^e édition

Page 13

Plus de 2 millions attendus

Quand les Algériens boostent le tourisme tunisien

■ En l'espace de trois mois de vacances, la Tunisie a vu l'axe de son PIB annuel rehaussé grâce au tourisme de masse auquel les Algériens participent avec 2,2 millions de visiteurs attendus pour la fin de la saison estivale.



PHD.R.

Par Halim S.

La satisfaction est exprimée haut et fort par le président de la Fédération tunisienne de l'hôtellerie (FTH), Khaled Fakhfakh, qui s'est félicité du filon algérien, considérant le que marché algérien a grandement contribué à la relance du tourisme tunisien.

Avec «les marchés algérien, russe et français, les plus importants en ce qui concerne le nombre de nuitées passées dans les hôtels tunisiens», le responsable tunisien voit grand. Il préconise une collaboration entre professionnels des secteurs des deux pays pour «bien préparer la prochaine saison».

Une note de professionnalisme qu'il convient d'accorder à ce responsable qui songe déjà à préparer la prochaine saison touristique de son pays en sollicitant le concours des acteurs algériens dans ce domaine. Dès l'ouverture de la saison estivale, ils sont pas moins de 1,280 million d'Algériens à entrer en Tunisie pour passer des vacances, soit une augmentation du flux de l'ordre de 17,7% par rapport à l'année dernière.

Une performance tunisienne qui ne passe pas inaperçue vue qu'elle est soutenue par les agences de voyages algériennes qui trouvent également leur compte en faisant dans le déplacement des touristes algériens pas cher et à moindre frais. Le Syndicat national des agences de voyages algériennes (SNAV), qui entretient une collaboration étroite avec les professionnels tunisiens, apporte sa contribution à l'essor du tourisme tunisien en faisant la promotion de cette destination «la plus attractive et phare» pour les Algériens, selon les déclarations



de son président. Les Tunisiens qui tablent sur une hausse conséquente des touristes algériens s'y mettent déjà. «Des rencontres seront programmées en automne avec les responsables du tourisme tunisien pour faire le bilan de la saison d'été et préparer, dès à présent, au mieux la saison 2019, afin d'éviter la réapparition de certains problèmes rencontrés au cours de cette saison», a estimé le professionnel algérien.

8 millions de touristes cet été

La Tunisie, qui a opté pour le tourisme de masse, s'attend à près de 8 millions de touristes étrangers. Selon le ministère du Tourisme de ce pays, les revenus enregistrés par ce secteur ont augmenté de 42%, situant le montant global des recettes enregistrées durant le premier semestre de l'année 2018 à 1 293 millions de dinars tunisiens. Pour rappel, l'année der-

nière il a été enregistré une recette totale de plus de 2 milliards de dinars.

Pour une flânerie au souk, une balade en calèche ou encore à dos d'âne, la recette tunisienne est payante. Les touristes étrangers, notamment habituels, font leur retour après l'attentat du Bardo, et en force. Le flux des touristes français a augmenté cette année de 45%, celui des Allemands de 42,4% en sus des Chinois et des Russes qui viennent en tête de liste avec respectivement plus 56,9% et 46,4%.

Les Algériens, eux, ont été plus de 1,28 million à traverser les frontières, en augmentation de 21,8% par rapport à 2017 et de 5,7% par rapport à 2010, soulignant une tendance à la hausse de plus en plus prononcée pour cette destination. Pour rappel, ils étaient 35% sur un total de 7 millions de touristes qui ont visité la Tunisie en 2017.

La Tunisie qui a misé sur le tourisme de masse, en tablant sur la quantité avec quelques

ingrédients de dépaysement, a réussi le pari. Ne disposant que d'un parc de 824 hôtels d'une capacité de 120 000 chambres avec à peine 150 000 lits, la destination offre son espace balnéaire en cadeau, qui rentre avec 80% des offres touristiques. En Tunisie on vient pour la plage. A Djerba, Hammamet, Sousse et Monastir, le littoral est seul investisseur. Selon une étude d'un organisme français, le balnéaire représente la quasi-totalité du chiffre d'affaires, soit 85% avec le concours d'un bon rapport qualité-prix. Mais ce n'est pas tout. La destination Tunisie est présente sur tous les catalogues sur l'international, une promotion permanente et renouvelée qui a fini par donner ses fruits compte tenu de l'arrivée de nouveaux touristes de très loin, comme les Chinois et les Russes de plus en plus nombreux. La flotte aérienne tunisienne est par ailleurs mise à profit pour faciliter l'arrivée des touristes et avec des prix alléchants. Quant à l'inves-

tissement, orienté essentiellement vers le privé, une panoplie de facilités est accordée aux investisseurs étrangers notamment.

La Tunisie précède l'Algérie à la 6^e place des pays les plus attractifs pour les investisseurs du tourisme sur le ruban sud de la Méditerranée, ayant le plus grand nombre de projets hôteliers en cours, élaborés annuellement par le groupe hôtelier américain W. Hospitality Group. L'écart reste toutefois béant quant à la rentabilité de ces investissements par rapport à l'Algérie qui a consenti des sommes colossales dans l'investissement public pour ce secteur inscrit comme stratégique dans le programme du gouvernement, ceci en sus de l'apport du pays. «Il est clair que l'Algérie possède un potentiel inestimable, et avec la volonté affichée par les autorités, on devrait s'attendre à un intérêt croissant des touristes internationaux pour ce pays. Toutes les régions de l'Algérie sont merveilleuses et méritent d'être découvertes. Sur le plan des infrastructures ce pays n'a rien à envier aux autres destinations touristiques mondiales», explique Paul Midy, le CEO de la plateforme de voyage Jumia Travel. Sauf que l'été venu, le flux des touristes est quasi inexistant. Hôtels et prestations chers en plus de la méconnaissance de la destination Algérie sur l'international faute de promotion. Non seulement la destination Algérie ne fait pas recette, mais les conditions excessivement chères pour les Algériens font qu'ils vont voir ailleurs.

Juste à côté, pour un salaire moyen, une famille modeste peut passer un séjour de dix jours à l'aise.

H. S.

Contrairement aux vendeurs privés

Le mouton est proposé entre 28 000 et 60 000 DA dans les points de vente publics

■ Un vendeur de mouton venu de M'sila, rencontré aux Pins maritimes, se plaint de la difficulté d'écouler sa marchandise, surtout pour les moutons cédés à 28 000 DA et dont le poids ne dépasserait pas les 11 kilos. L'information choque les plus susceptibles qui y voient une arnaque quelque part.

Par Thinhinene Khouchi

Ouvert samedi soir, le site de vente aménagé aux Pins maritimes a accueilli plus de 9 vendeurs de moutons, venus majoritairement de M'sila et de Djelfa. En ce qui concerne les prix dans ces points de vente publics, ils sont moins élevés que ceux affichés chez les vendeurs de moutons privés. En effet, à 28 000 DA on peut acheter un mouton maigrichon ; pour un mouton de taille moyenne il faut dépenser entre 35 000 DA et 42 000 DA et entre 45 000 DA 60 000 DA pour ceux bien portants. Selon un vendeur qui dit n'avoir pas encore vendu de mouton, «nos prix sont largement moins élevés. Vous voyez ce mouton, je le vendais à plus de 65 000 DA chez moi, mais là je le propose à 52 000 DA seulement car les organisateurs nous ont demandé de ne pas dépasser les 60 000 DA le mouton». Il ajoutera que pour vendre les moutons les vendeurs ne reculent devant rien, «entre dopage, mettre du sel dans la nourriture pour que les moutons aient soif et boivent beaucoup d'eau et finissent par gonfler, toutes les astuces sont permises pour arnaquer les acheteurs». De leur côté, les citoyens se baladent, regardent, demandent les prix mais ne se décident pas à acheter. Une femme âgée de 58 ans accompagnée de son mari nous confie que les prix de cette année sont plus élevés que ceux de l'année dernière. «On a acheté chez ce même vendeur à 50 000 DA un mouton de la même taille que celui-là, mais cette année il est à 60 000 DA», explique-t-elle. Un autre homme, qui semblait être



expert en la matière et venu découvrir les prix de cette année, nous explique que «contrairement à l'année passée, les prix ont au moins augmenté de 10 000 DA. L'année passée, j'avais acheté un mouton comme celui-là à 18 000 DA, là il est à 29 000 DA». Les vendeurs expliquent cette augmentation par «la cherté de l'aliment de bétail et les frais de transport...». Mais reste que les prix pratiqués dans les points de vente publics sont inférieurs à ceux des privés qui peuvent atteindre les 180 000 DA le mouton. Pour rappel, vingt-trois sites ont été installés samedi soir pour la vente directe des moutons de l'Aïd El Adha, a indiqué le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Cette décision a été prise lors d'une réunion qui a regroupé, mercredi à Alger, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, avec les cadres du secteur, les représentants de la Chambre nationale d'agriculture (CNA), de l'Union nationale des paysans

positif de vente directe du mouton de l'Aïd peut être élargi à d'autres wilayas.

Cette année, on n'importera pas encore de moutons

En effet, selon Mohamed Alioui, président de l'Union nationale des paysans algériens, l'Algérie est le seul pays maghrébin autosuffisant en viande ovine, ce qui lui évite de recourir aux importations de moutons, même durant les fêtes de l'Aïd El Adha. Avec un cheptel de plus de 28 millions de têtes ovines, chaque famille algérienne peut se permettre un mouton à un prix raisonnable, a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse qu'il a animée au forum du quotidien *El Chaab*. En outre, Pour lutter contre la spéculation, M. Alioui a conseillé aux citoyens de ne pas se précipiter sur les marchés de bétail et de temporiser que les prix du mouton baissent avant d'acheter. «D'autant plus que l'éleveur a intérêt à vendre la totalité de son cheptel avant la fin de l'Aïd», a-t-il ajouté. D'autre part, le président de l'UNPA a lancé un appel aux éleveurs pour rendre les prix des moutons «plus accessibles» en cette fête religieuse. A propos de la cherté des viandes rouges sur le marché, a-t-il poursuivi, cette abondance de cheptel ovin n'explique pas, selon lui, la flambée des viandes locales. Encore moins le recours aux importations de viande. «Un kilo de viande à 1 300 ou 1 400 DA, c'est exorbitant», a-t-il jugé. «Il faut absolument un plafonnement des prix et une organisation du secteur à travers le développement d'une logistique à même d'assurer une distribution équitable du produit à travers toutes les wilayas du pays», a-t-il préconisé. Quant aux importations des viandes, il est «inexplorable», selon lui, de poursuivre sur la même tendance. Même si l'Algérie devait absolument importer, le président de l'UNPA estime qu'elle devrait s'approvisionner plutôt du Soudan, du fait de la proximité du marché. Mieux, ce pays qui détient plus de 174 millions de têtes ovines peut nous livrer un cheptel vivant au lieu de nous expédier de la viande, a-t-il suggéré. Concernant la flambée des prix des produits agricoles enregistrée ces derniers jours, Alioui a déploré le manque d'organisation qui caractérise le secteur en Algérie et la quasi-absence de coopératives agricoles. «Cet état de fait laisse le champ libre aux spéculateurs même lorsqu'il y a une surabondance de la production», a-t-il fait remarquer. Pour Alioui, le développement du secteur agricole et la régulation des prix ne relèvent pas du secteur de l'agriculture ou du commerce uniquement. «Il s'agit plutôt d'un tra-

LA QUESTION DU JOUR

Erdogan soudain en grande difficulté

Suite de la page une

Des indiscretions sont déjà parues dans certains médias selon lesquelles les autorités américaines en viendraient bientôt à poser carrément un ultimatum à leurs homologues turcs, au terme duquel le pasteur Andrew Brunson devrait avoir été libéré. Les Américains voudraient que les Turcs passent dans le camp russo-iranien qu'ils n'agiraient pas différemment. Le plus probable, en fait, est que les choses n'en arriveraient pas à ce point. Toutefois, on peut se demander si les Américains, en connivence avec les autres membres de l'Otan, ne sont pas déjà parvenus à la conclusion que le président Erdogan décidément n'est pas leur homme. On ne comprendrait pas autrement le doublement par les soins de Trump des tarifs de l'acier et de l'aluminium tout spécialement en provenance de la Turquie. Le but recherché par cette sanction est évidemment de faire déprécier davantage la monnaie turque, sur une pente glissante depuis quelque temps déjà. Un coup destiné à accroître le doute des spéculateurs sur la capacité des autorités monétaires turques à redresser le cours de leur monnaie. De fait, cette seule annonce a fait perdre près de 40% de sa valeur. L'appel d'Erdogan au patriotisme de ses concitoyens, pour qu'ils aillent échanger leurs dollars contre la livre, sera-t-il écouté ? Et quand il le serait, serait-il pour autant en mesure d'enrayer la dépréciation ? Les jours qui viennent nous le diront. Si la cause de cette dépréciation se ramenait tout entière à la spéculation ou à la malveillance, si autrement dit elle était due à la guerre économique faite à son pays dont parle le président turc, alors la mobilisation de ses partisans pourrait la juguler, sinon totalement du moins en partie. Mais dans le cas contraire, elle se poursuivra, tout à la fois entretenant l'inflation et s'alimentant d'elle. Une inflation qui tout de même a déjà dépassé les 15%. M. H.

Tlemcen

Plus d'une centaine de vétérinaires mobilisés

PLUS d'une centaine de vétérinaires du secteur public, en plus des praticiens privés mandatés pour le contrôle, seront mobilisés avant et pendant l'Aïd el Adha afin de procéder au contrôle de l'état de santé des moutons, a-t-on appris auprès de l'inspection vétérinaire de wilaya. Pour ce faire, a indiqué l'inspecteur de wilaya, Dahor Djamel, 19 points de vente ont été créés à travers les différentes régions de la wilaya afin de procéder au contrôle des ovins. Ce contrôle se fait sur deux niveaux, d'abord celui des documents sanitaires et ensuite celui de l'état de santé des moutons proposés à la vente, a-t-on expliqué de même source. L'inspecteur vétérinaire de Tlemcen a, en sus, souligné que tous les abattoirs seront ouverts le jour du

sacrifice afin de permettre aux citoyens d'accomplir leur devoir dans les meilleures conditions possibles. Une permanence vétérinaire sera également organisée dans chaque abattoir afin d'assister les citoyens ayant besoin de conseils. Le dispositif mis en place par l'inspection vétérinaire de la wilaya dans l'optique de passer un Aïd sans kyste prévoit également la présence de vétérinaires dans les communes n'ayant pas d'abattoirs, en plus d'une permanence au siège de la direction des services agricoles et, enfin, une équipe itinérante qui sillonnera la ville de Tlemcen afin de prêter assistance aux citoyens ayant besoin de conseils sanitaires. L'inspection vétérinaire de la wilaya, par le biais de radio Tlemcen, contribue également à des émissions de vulgarisation

et de sensibilisation sur les techniques d'abattage, de découpage et également de conservation de la viande qui doit obéir aux normes d'hygiène pour que la viande garde toutes ses propriétés et ne soit pas décomposée comme ce fut le cas l'an dernier. Tlemcen vit, à quelques jours de cette fête religieuse, une animation particulière en guise de préparation de cet événement. Les marchés à bétail et autres points de vente commencent déjà à enregistrer les premiers arrivages de moutons, alors que les écuries privées et certains endroits de fortune proposent déjà des moutons aux citoyens. Les prix affichés jusque-là sont nettement supérieurs à ceux de l'an passé, selon certains citoyens rencontrés sur place.

R. N.

vail de coordination multisectoriel qui inclut le secteur de l'hydraulique, l'industrie, les banques et les opérateurs», a-t-il énuméré. Sur ce dernier point, il a affirmé que son organisation s'est déjà entretenue avec le Forum des chefs d'entreprises (FCE) qui lui a promis d'absorber l'excédent de la production pour les usines agro-alimentaires, mais rien n'a été fait dans ce sens, a-t-il regretté. Concernant la protection des terres agricoles, Alioui a souligné que la sécurité alimentaire du pays passe par la préservation du foncier agricole, utile contre l'industrialisation et l'urbanisme. «Sacrifier des terres fertiles pour construire des logements ou des routes au nom de l'intérêt général est inadmissible, car il n'y a pas plus important que la sécurité alimentaire d'un pays», a-t-il affirmé. T. K.

D'importantes quantités saisies quotidiennement

La contrebande reprend du poil de la bête

■ L'activité illégale au niveau de nos frontières a atteint, ces derniers mois, une proportion inquiétante. Des tonnes de marchandises sont importées ou exportées par des réseaux de contrebandiers qui tentent le tout pour le tout pour amasser le plus d'argent possible en un temps record.

Par Meriem Benchaoua

Carburant, cheptel, drogue corail, ... la contrebande prospère à grande vitesse en dépit des coups de boutoir donnés par les services de sécurité, à leur tête les gardes-frontières. Cette tendance observée sur le terrain n'exclut pas le trafic sur d'autres produits, notamment les produits alimentaires subventionnés. En effet, le trafic n'a jamais été aussi florissant au niveau de nos frontières comme il l'est aujourd'hui, depuis les tensions sécuritaires dans les pays voisins, ce commerce illicite, qui constitue une des formes de fraude les plus visibles et les plus dangereuses sur le développement de l'économie nationale, a explosé. Les pertes économiques et financières sont considérables, et les statistiques ne font que confirmer son ampleur. L'éradication du phénomène n'est certainement pas pour demain, puisque les réseaux sont devenus plus organisés, mieux structurés, certainement liés à des circuits internationaux de trafic. Pourtant, les services de sécurité mènent une lutte implacable et sans merci à travers plusieurs régions du pays. Un combat ininterrompu contre toute forme d'atteinte au pays : la lutte contre le crime organisé reste une priorité majeure. C'est ce qui ressort des différents bilans des opérations menées par les services de sécurité. A cet effet, une tentative de contrebande de plus de 4 tonnes de denrées alimentaires



a été mise en échec samedi à In Guezam par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). « Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire a mis en échec, le 11 août 2018 à In Guezam, une tentative de contrebande de 4,4 tonnes de denrées alimentaires chargées à bord de trois véhicules », précise-t-on de même source. Dans le même contexte, un détachement combiné de l'ANP « a intercepté, à Bordj Bou

Arréridj, un narcotrafiquant en possession de 25 kilogrammes de kif traité, tandis que 22 quintaux de tabac et 450 unités de différentes boissons ont été saisies à Biskra et Ouargla (4^e RM) ». Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des gardes-côtes « ont saisi, à El-Ghazaouet, 36,6 kilogrammes de kif traité, tandis qu'un détachement de l'ANP a arrêté, à Biskra, un contrebandier et saisi un camion chargé de 5 460 unités de différentes boissons », ajoute le MDN. Aussi, « un détachement combiné de l'ANP a récupéré, à

In Amenas/4^e RM, une somme d'argent s'élevant à 28 880 000 dinars algériens, volée de la poste de Debdeb la semaine précédente », indique le MDN, soulignant que « l'enquête est toujours en cours afin de cerner tous les détails relatifs à cet acte criminel et de récupérer la totalité de la somme d'argent volée ». A El Oued et Biskra/4^e RM, des détachements de l'ANP ont intercepté « trois contrebandiers, trois camions et des quintaux de tabac », tandis que d'autres détachements ont appréhendé, à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar, huit « contrebandiers et

saisi quatre véhicules tout-terrain, 3,779 tonnes de denrées alimentaires algériens et divers outils d'orpillage ». D'autre part, « des détachements de l'ANP ont mis en échec, lors de diverses opérations menées respectivement à Souk-Ahras, Tébessa et El-Taref, des tentatives de contrebande d'une quantité de carburant s'élevant à 11 379 litres », alors que des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté, à Oran et Tlemcen, « deux narcotrafiquants en possession de 07,7 kilogrammes de kif traité ».

M. B.

Réalisation de 66 km de routes et de grands ouvrages d'art à Tipasa

Réception du projet fin 2019

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane, a annoncé, à Tipasa, que le projet de réalisation de 66 km de routes (autoroutes, rocades et échangeurs) à l'ouest d'Alger sera réceptionné à la fin du deuxième trimestre 2019, et ce, en vue de désenclaver la région et faciliter l'accès aux opérateurs économiques pour réaliser des investissements, à travers la garantie des infrastructures de base nécessaires. Lors d'une visite de travail effectuée à Tipasa, le ministre a indiqué que le projet de réalisation de 66 km de routes, menant de la région ouest de la capitale vers Tipasa, s'inscrivait dans le cadre du programme du président de la République. La rocade de Cherrhell, qui s'inscrit également dans le cadre de ce projet et s'étend sur 17 km, traversant des régions montagneuses difficiles d'accès, vise également à consolider les infrastructures de base et désenclaver la région afin d'y encourager l'investissement, a soutenu le ministre. M. Zaalane a fait savoir

que ce projet englobait la réalisation de sept grands ouvrages d'art antisismiques (rocades, ponts, tunnels...) d'une hauteur de plus de 86 mètres et d'une longueur de 3 000 mètres, rappelant que sa réalisation a été confiée à un groupe algéro-chinois. Après avoir suivi les explications des responsables de ce projet, le ministre a souligné qu'il s'agit d'une route principale reliant Alger à Chlef via Tipasa, devant s'étendre prochainement vers les wilayas de l'ouest. Ledit projet est susceptible de favoriser la fluidité du trafic dans la wilaya de Tipasa, en sus de faciliter l'accès des investisseurs économiques à la région, notamment après la réception du nouveau port de Cherrhell, précisant que ces projets seront réceptionnés graduellement. Dans un premier temps, 8 km seront réceptionnés fin août, puis 12 km en octobre, avant la finalisation des travaux et la réception de la totalité du projet à la fin du 2^e trimestre 2019. Lors de sa visite du projet de l'ouvrage d'art prévu au

niveau du carrefour menant à Chenoua (W.Tipasa), dont le taux d'avancement des travaux est estimé à 60%, M. Zaalane a affirmé que la réception de ce projet permettra de fluidifier le trafic routier et de réduire le nombre d'accidents, en sus de garantir une liaison directe avec l'autoroute. En 2000, l'Algérie comptait 600 km seulement de réseau autoroutier, estimé actuellement à 5 500 km (autoroutes et voies express), a-t-il poursuivi. Le réseau autoroutier devrait passer à 7 000 km, avec la réception des projets restants, ce qui permettra de renforcer les infrastructures de base dans le pays, indispensables à toute activité commerciale, et partant, de réaliser le plan national d'aménagement du territoire, a affirmé le ministre. Par ailleurs, M. Zaalane a inspecté les travaux du projet de réalisation de la voie d'évitement de la ville de Cherrhell pour lequel a été alloué un montant de 34 milliards de DA, et dont le délai de réalisation a été fixé à 42 mois, affirmant que le taux d'avance-

ment des travaux était estimé actuellement à 68%. A une question de la presse sur les enveloppes budgétaires supplémentaires devant être allouées à la réalisation de ces projets, le ministre a indiqué que tant que le code des marchés publics le permet, sous le contrôle des commissions des marchés publics, je n'y vois pas d'inconvénient. Soulignant que la réalisation des projets dans certaines régions difficiles nécessite des sommes financières supplémentaires, le ministre a précisé que l'enjeu consiste en la maîtrise et la bonne gestion des enveloppes financières affectées à cet effet et dont la valeur globale du projet ne dépasse pas les 20%. D'autre part, M. Zaalane a fait savoir que les entreprises algériennes procèdent progressivement au transfert des technologies et acquièrent l'expérience et l'expertise nécessaires, grâce au partenariat avec les entreprises étrangères pour la réalisation des différents projets du secteur, affirmant que les ouvrages d'art (tunnels, ponts,

échangeurs, rocades...) réalisés aujourd'hui n'existaient pas dans le passé. Il a mis l'accent sur l'importance de la précision et l'exactitude des études, en leur consacrant le temps nécessaire et en évitant les erreurs lors de leur réalisation, ajoutant que les autres pays accordent suffisamment de temps aux études des projets en vue d'assurer des études techniques précises et détaillées. Le ministre des Travaux publics a visité le projet du grand pont dans la commune de Cherrhell (point kilométrique 4) et d'autres projets de ponts et échangeurs (point kilométrique 12). Au terme de sa visite, le ministre a évoqué un plan de développement des autoroutes et routes express, lequel s'étendra à l'avenir aux frontières des wilayas de Tipasa et de Chlef pour relier la région ouest, et partant, encourager l'investissement. Echangeant avec les chargés des projets, M. Zaalane a mis en avant la nécessité de respecter les délais de livraison des projets.

Sara H./APS

Commerce extérieur

Le Brexit durcira les entraves pour le Royaume-Uni et l'UE

■ Le Brexit durcira les entraves au commerce extérieur, au flux de capitaux et à la mobilité de la main-d'œuvre au Royaume-Uni, mais aussi dans les 27 Etats membres restants de l'Union européenne (UE), a indiqué le Fonds monétaire international (FMI) sur son site web.

Par Faiza O.

«**L**orsque le Royaume-Uni quittera l'Union européenne (UE), le durcissement des entraves au commerce extérieur, au flux de capitaux et à la mobilité de la main-d'œuvre au Royaume-Uni ne touchera pas seulement la production et l'emploi dans ce pays, mais aussi dans les 27 Etats membres restants de l'UE. Puisque le Brexit sonne la fin d'une relation économique sans friction, il en coûtera aux deux parties», a indiqué une nouvelle étude du FMI. Les liens tissés entre l'UE et le Royaume-Uni sont très étroits, puisque ce pays est l'un des premiers partenaires commerciaux de l'UE, dont il représente environ 13% des échanges de biens et services. Outre leur relation commerciale bilatérale, l'UE à 27 et le Royaume-Uni partagent également des maillons très importants de la chaîne d'approvisionnement, qui impliquent plusieurs pays, a continué la même source. Les interconnexions financières sont également conséquentes, le montant brut des flux bilatéraux de capitaux totalisait environ 52% du PIB de l'UE à 27 en 2016. Les mouvements migratoires ont également progressivement grossi et sont devenus très importants pour certains pays, tels que l'Irlande. «Le démantèlement de l'intégration nuira durablement à la pro-



duction et à l'emploi dans l'UE», a estimé l'institution de Breton Woods. Selon un indice prenant en considération tous ces vecteurs d'intégration, l'intégration bilatérale entre l'UE et le Royaume-Uni s'est approfondie au cours des 30 dernières années. Le démantèlement de cette intégration à la suite du Brexit aura des conséquences négatives pour le revenu et l'emploi dans l'UE. Si le Royaume-Uni et l'Union européenne s'entendent sur un accord de libre-échange (ALE) classique, avec de faibles droits de douane pour le commerce des biens mais assorti d'obstacles non tarifaires

plus stricts, «la production réelle de l'UE à 27 diminuera à terme de 0,8% par rapport à un scénario sans Brexit, selon les estimations, et l'emploi de 0,3%, compte tenu de tous les vecteurs de transmission», prévoit l'étude. Si les parties s'en remettent aux règles de l'OMC, la baisse de la production réelle serait encore plus grande (1,5% à long terme) et l'emploi diminuerait de 0,7%. En revanche, dans un scénario de type «Norvège» (Espace économique européen), relativement indolore, où l'adhésion à l'union douanière prend fin mais l'accès au marché unique est préservé, la diminution de la pro-

duction et de l'emploi dans l'UE à 27 semblerait négligeable.

Les pays qui commerceront avec le Royaume-Uni seront affectés

Plus un pays échange avec le Royaume-Uni, plus le Brexit affectera sa production, a averti l'étude. «Nous avons recouru à un cadre propre à chaque pays pour étudier les effets directs et indirects sur les échanges induits par l'augmentation des droits de douane et des obstacles non tarifaires, tant pour les biens que pour les services», ont expliqué

les auteurs de l'étude. «Par rapport aux estimations présentées ci-dessus, les effets simulés semblent moins importants, mais notre modèle ne tient compte que des liens commerciaux», souligne la même source. «Dans le scénario d'un accord de libre-échange, nous avons calculé que la production réelle de l'UE à 27 diminuerait à terme de 0,2% par rapport au scénario sans Brexit, l'Irlande va payer le plus lourd tribut (environ 2,5% de ses revenus), suivie par les Pays-Bas, le Danemark, la Belgique et la République tchèque», ont encore précisé les auteurs de l'étude. Ces estimations augmentent dans l'hypothèse d'un recours aux règles de l'OMC, de sorte que la baisse de production par rapport à un scénario sans Brexit s'éleverait à 0,5% pour l'UE à 27, et à 4% pour l'Irlande, compte tenu du durcissement considérable des obstacles tarifaires et non tarifaires. «Notre étude n'examine ni l'effet de l'incertitude entourant les futures relations entre l'UE 27 et le Royaume-Uni, ni celui de la transition vers ces nouvelles relations», ont ajouté ses auteurs. Elle s'intéresse exclusivement aux retombées à long terme, une fois que toutes les parties se seront complètement adaptées à leurs nouvelles relations. Les conséquences définitives prendront des années à se concrétiser, et elles dépendront de l'accord final entre l'UE à 27 et le Royaume-Uni, ont-ils relevé.

F. O./APS

Hydrocarbures

Signature d'une convention sur le statut de la mer Caspienne

Les responsables des cinq pays bordant la mer Caspienne ont signé, hier au Kazakhstan, une convention définissant le statut légal de cette mer stratégique, qui recèle d'importants gisements d'hydrocarbures. Réunis dans le port kazakh d'Aktaou, les responsables de Russie, d'Iran, du Kazakhstan, d'Azerbaïdjan et du Turkménistan ont paraphé ce document qui donne à la mer Caspienne un statut dont elle

était privée depuis la dissolution de l'Union soviétique. L'hôte de la cérémonie, le président kazakh Noursoultan Nazarbaïev, avait déclaré avant la signature que les dirigeants allaient participer hier à un «événement historique». «Nous pouvons dire qu'un consensus sur le statut de la mer a été difficile à atteindre et qu'il a pris du temps, les pourparlers se sont échelonnés sur 20 ans et ont nécessité des efforts importants et conjoints

des parties impliquées», a-t-il ajouté. Le président russe, Vladimir Poutine, puissance favorable à cet accord, a évoqué une convention dont la «signification fera époque» et plaidé pour une plus grande coopération militaire pour les pays de la mer Caspienne. L'accord devrait aider à apaiser les tensions existant de longue date dans la région, qui recèle de vastes réserves d'hydrocarbures, estimées à près de 50 milliards de

barils de pétrole et près de 300 000 milliards de m³ de gaz naturel. Selon le Kremlin, l'accord préserve la plus grande partie de la Caspienne en tant que zone partagée, mais partage entre les cinq pays les fonds marins et les ressources sous-marines. Selon le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Grigori Karassine, la Caspienne bénéficiera d'un «statut légal spécial»: ni mer, ni lac, qui ont tous deux leur propre législation

en droit international. Le sommet d'hier à Aktaou au Kazakhstan est le cinquième du genre depuis 2002, tandis que se sont tenus plus de 50 réunions ministérielles et techniques depuis la dissolution de l'URSS, qui a placé quatre nouveaux pays sur les rives de la Caspienne. Le Turkménistan, un des pays les plus fermés de la planète, a ainsi proclamé le 12 août «Journée de la mer Caspienne» en l'honneur du futur accord, affichant ainsi son enthousiasme. A noter que la mer Caspienne constitue la plus grande étendue d'eau enclavée au monde avec près de 70 000 kilomètres cubes, soit plus que la mer du Nord et la mer Baltique. La Caspienne abrite également la population la plus forte au monde de grand esturgeon bélouga, dont les œufs sont consommés sous forme de caviar. Le caviar le plus cher de la Caspienne provient des œufs d'un rare esturgeon albinos présent dans le sud de l'étendue d'eau.

R. E.

Assia D./Agences

Chine

L'industrie de la machinerie reste stable au premier semestre 2018

Le secteur chinois de la machinerie a maintenu une croissance stable au premier semestre de l'année en cours, avec des progrès solides dans les mises à niveau industrielles, a annoncé un groupe d'industriel. Le vice-président exécutif de la Fédération de l'industrie de la machinerie de Chine, Chen Bin, a déclaré que l'industrie avait connu un élan de croissance endogène plus fort. La production a connu un essor en matière de véhicules de tourisme, d'autres produits de consommation, de machines utilisées pour le

contrôle de la pollution de l'eau et la protection de l'environnement au sens large, ainsi que d'équipements de fabrication intelligents au cours des six premiers mois, a-t-il précisé. «La transformation industrielle s'est approfondie», a indiqué M. Chen, citant la croissance plus rapide dans l'investissement en capital fixe, et des progrès réalisés dans la substitution à l'importation de composants essentiels importés des équipements technologiques cruciaux. Selon des données de la fédération, cette industrie a commencé de voir une

tendance à la baisse des commandes à ce jour, contre une augmentation en 2017. Les bénéfices cumulés ont grimpé de 6,73% sur un an au premier semestre, inférieurs à la moyenne industrielle nationale. M. Chen a noté que le secteur est toujours aux prises avec la hausse des coûts des matériaux, et davantage d'efforts seront nécessaires pour accélérer la restructuration industrielle au deuxième semestre de l'année en cours. «Le secteur de la machinerie restera stable cette année», a-t-il ajouté.

Mila

Mise en service d'une piscine semi-olympique à Ferdjioua

■ Une nouvelle piscine semi-olympique, réalisée dans la commune de Ferdjioua (Mila), a été mise en service, a-t-on appris du directeur adjoint de la Direction de la jeunesse et des sports (DJS).

Par Hocine A.

La réalisation de cette nouvelle infrastructure sportive a nécessité une enveloppe financière de l'ordre de 295 millions de dinars, a indiqué Fayçal Boudouh, soulignant que ce projet a été réalisé sur deux phases. La première phase, prévue en 2015, avait consisté en la réalisation des grands travaux, alors que la deuxième phase, lancée le mois de janvier 2016, avait été réservée à la mise en place du système d'approvisionnement en eau, a expliqué le même responsable. Cette infrastructure sportive, susceptible d'abriter les compétitions officielles, est dotée d'une piscine de 25 m de long sur 20 m de large, ainsi que d'un petit bassin, 16 m de long et 10 m de large, réservé aux débutants, a

précisé M. Boudouh, ajoutant que ce projet comporte également une tribune de 500 places, un pavillon administratif, une salle pour les soins médicaux, ainsi que plusieurs autres installations. Cette piscine est ouverte gratuitement aux citoyens de la commune de Ferdjioua et à ceux des communes limitrophes, a indiqué le même responsable, affirmant que cette infrastructure vient renforcer les trois piscines olympiques des communes de Mila, Tadjenanet et Chelghoum Laid, ainsi que la piscine de proximité de la commune de Teleghma. Le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Mila sera renforcé par d'autres piscines, avec la récep-



tion d'une piscine de proximité dans la commune de Yahia Beni Guecha, a annoncé la même

source, signalant que les travaux de réalisation de ce projet ont atteint «un taux appréciable». M.

Boudouh a fait savoir, par ailleurs, que les piscines mobiles, mises en place dans 29 communes de la wilaya dans le cadre du Plan bleu, ont accueilli près de 67 650 jeunes depuis le début de la saison estivale. Il a également noté que dans le cadre de la même opération, près de 8 150 enfants ont profité d'excursions et de sorties vers les plages de la wilaya de Jijel, 935 enfants du chef-lieu de wilaya se sont rendus aux camps de vacances organisés dans la wilaya de Béjaïa, et 275 jeunes ont bénéficié des activités dans le cadre des échanges entre les jeunes des wilayas de Skikda et d'Alger.

H. A./APS

Tizi-Ouzou

L'unité algéro-indienne de montage de tracteurs fin prête pour entrer en exploitation

L'unité algéro-indienne Mahindra de montage de tracteurs agricoles, réalisée à Tizi-Ouzou (zone industrielle de Oued Aissi), est fin prête pour entrer en production, a indiqué son P-DG Lahlou Azouaou. Selon M. Azouaou, «il ne manque que l'autorisation des autorités compétentes pour l'importation de la matière première» pour l'entrée en exploitation de cette usine dotée d'une capacité de production de 3 000 tracteurs/an et qui dispose d'une chaîne de fabrication de matériels d'accompagnement d'une capacité de 2 700 unités/an. Afin de s'assurer que tout est prêt pour l'entrée en production de cette unité, dont le coût de réalisation dépasse les 2,5 milliards de dinars, un représentant

du partenaire indien, le responsable régional des opérations de développement des relations en Afrique du Nord, Bobby Salwan, s'est rendu à Tizi-Ouzou où il s'est entretenu avec son homologue algérien, Lahlou Azouaou. Ces deux partenaires ont été reçus par le président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) Youcef Aouchiche. Ils ont rappelé l'importance de cette usine qui prévoit de créer 220 postes d'emploi directs en début d'activité pour dépasser les 500 en plein activité, ainsi que plus de 1 000 autres postes d'emploi indirects qui seront créés par la mise en place de réseaux de distribution dans différents wilayas. M. Aouchiche a, pour sa part, rappelé que l'APW accorde

une importance particulière aux investissements créateurs de richesses et d'emplois dans la wilaya, en accompagnant les opérateurs économiques dans leur démarches pour la concrétisation de leurs projets. «L'unité de montage de tracteurs, réalisée à Oued Aissi, est un investissement qui constitue une grande valeur ajoutée en termes de création de richesses et d'emplois, d'où l'importance de son entrée en exploitation dans les meilleurs délais», a indiqué l'édile. Joint par téléphone, le directeur local de l'industrie et des mines, Djouadi Hamid, a assuré que sa direction «suit de très près ce dossier qui est pris en charge au niveau du ministère de tutelle».

S. H.

Constantine

Affluence des nouveaux bacheliers à la manifestation «Les entretiens individuels»

Une grande affluence de nouveaux bacheliers a marqué la manifestation «Les entretiens individuels», initiée par l'université des frères Mentouri à Constantine. La manifestation, lancée mercredi à la bibliothèque centrale de l'établissement universitaire, constitue «la deuxième étape des préinscriptions universitaires des nouveaux bacheliers» pour la saison 2018/2019, après celle de l'insertion des choix, a

indiqué le vice-recteur de l'université, Abdelmalik Bachkhezadji. Il a également ajouté que cette phase d'examen individuel, qui concerne huit filières, entre autres les sciences de la nature et de la vie, les sciences et technologies, permet de «confirmer ou infirmer le choix du bacheliers». Au cours de cette épreuve, encadrée par deux enseignants dans chaque filière, les candidats sont interrogés «sur

les connaissances de base qui se rapportent à ces filières ainsi que leurs compétences dans les matières scientifiques», a fait savoir l'examinateur en génie mécanique, Miles Adel. Un dispositif d'accueil et d'entretiens formé de personnels académiques et enseignants ainsi que d'administrateurs a été mobilisé «pour assurer le déroulement dans de bonnes conditions de cette deuxième phase de préins-

cription», a affirmé M. Bachkhezadji. Pour M. S., étudiante de la wilaya d'Oum El Bouaghi, l'entretien qu'elle a eu avec les académiciens et le test oral «ont consolidé son choix d'opter pour un cursus universitaire en génie électronique». La manifestation «Les entretiens individuels» s'est poursuivie jusqu'à hier, date de la fin du délai de la validation des choix, a-t-on conclu.

F. K.

Oran

Les exportations ont atteint plus de 120 millions USD au 1^{er} semestre 2018

La Direction du commerce de la wilaya d'Oran a enregistré une hausse des exportations hors hydrocarbures durant le premier semestre de l'année en cours pour atteindre plus de 120 millions USD représentant quatre fois le volume des exportations de l'année dernière, soit 31 millions USD, a-t-on appris auprès de cette direction. La hausse du volume des exportations est justi-

fiée, en cette période, par l'intérêt accordé par les opérateurs économiques aux opérations d'export, notamment la filière du cuir dont le nombre d'exportateurs est passé de deux à quatre. Outre l'exportation des peaux ovines et bovines, ces opérations ont concerné également l'acide sulfonique, l'hélium, l'ammoniac, les déchets de papier, la laine, le plastique, les matériaux de

construction dont le marbre, les plaques de gypse, mais aussi autres produits alimentaires tels les dattes et le poisson congelé, ainsi que des produits industriels, a-t-on détaillé à la Direction de wilaya du commerce. L'opération d'exportation des produits du cuir est soumise à un cahier des charges devant être retiré au niveau de la Direction du commerce, alors que les autres mar-

chandises nécessitent le certificat de l'origine (des produits) émanant de la Chambre d'industrie et du commerce de l'Oranie, a-t-on précisé. Ces produits sont exportés vers des pays arabes, d'Europe et d'Afrique, ainsi que vers la Chine, le Canada, Singapour, les USA et la Colombie, entre autres, a-t-on précisé de même source.

R. R.

Tébessa

11 sites retenus pour la réalisation de 1 000 LPA

ONZE sites ont été retenus dans la wilaya de Tébessa pour la réalisation de 1 000 logements promotionnels aidés (LPA), répartis sur plusieurs communes, a-t-on appris auprès de la direction locale du logement. Les travaux de réalisation de ce nouveau quota de logements ont été confiés à l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI) ainsi que plusieurs promoteurs privés, a précisé le directeur du logement par intérim, Lamine Matrouh, soulignant que toutes les mesures nécessaires ont été prises pour le lancement «prochain» de ces chantiers. Dans les détails, le même responsable a indiqué que les cahiers des charges des ces logements ont été élaborés, indiquant que 400 LPA de ce programme seront réalisés au chef-lieu de la wilaya alors que 400 autres habitations du même genre seront réparties sur les communes de Chrâa, Ouenza, Bir El-Ater et Boulhaf Dyr. M. Matrouh a également révélé que le reste de ce programme sera réalisé, entre autres, dans la commune d'El Kouif avec 50 unités, 40 logements à Morsot, 40 autres au niveau de la commune d'El-Ma Labiod, 30 à El-Ogla ainsi que 40 dans la commune de Hamamet. Le même responsable a assuré que toutes les procédures administratives sont «en phase de parachèvement», indiquant que ce programme LPA sera réalisé dans un délai oscillant entre 12 et 24 mois.

N. T.

Conformément aux résolutions du Conseil de sécurité

Le Polisario disposé à engager des négociations directes avec le Maroc

■ Le Front Polisario a réitéré sa disponibilité et sa volonté à engager des négociations directes avec le Royaume du Maroc, conformément à la résolution 2414 du Conseil de sécurité, et ce, suite au briefing tenu par l'émissaire de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, devant le Conseil de sécurité sur sa récente visite dans la région.

Par Sara H.

M Horst Kohler a informé le Conseil de sécurité sur sa récente visite à la région et sur les prochaines démarches qu'il devra effectuer, a indiqué un communiqué de la représentation du Front Polisario à l'ONU diffusé par l'Agence de Presse sahraouie (SPS), réitérant la disponibilité du Front Polisario à coopérer avec M. Kohler dans le cadre de l'opération politique de l'ONU et d'engager des négociations conformément à la résolution du Conseil de sécurité. A ce titre, le Front Polisario a qualifié, dans son communiqué, les efforts déployés par l'émissaire de l'ONU depuis sa prise de fonctions de «facteur encourageant», appelant «les Nations unies, notamment les membres du Conseil de sécurité, à s'acquitter de leurs responsabilités de manière à se conformer aux principes de la charte des Nations unies et à respecter le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance».

Deuxième réunion de Kohler avec le Conseil de sécurité

L'émissaire de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, avait tenu une réunion au Conseil de sécurité sur sa dernière tournée régionale visant à relancer les négociations entre le Front Polisario et le Maroc, à l'arrêt depuis 2012. L'ancien président allemand avait défini avec clarté, lors de la dernière réunion tenue en mars 2018, son mandat en tant qu'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU qui consiste à «trouver une voie pour l'avenir» sur la base d'une solution garantissant l'autodétermination du peuple sahraoui et sa vision du processus de paix, précisant que son objectif était de relancer les négociations directes entre les deux parties au conflit dans le courant de l'année



2018. De son côté, le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, avait appelé à «l'impératif de mettre fin à l'occupation marocaine dans les territoires occupés du Sahara occi-

dental», affirmant «sa pleine disponibilité à coopérer» avec le Secrétaire général de l'ONU et son envoyé personnel pour le parachèvement du processus de décolonisation au Sahara occidental. Il a plaidé, en outre, pour

l'application immédiate de la résolution 2414 du Conseil de sécurité international concernant la poursuite des négociations directes entre les deux parties (Front Polisario-Maroc), sans conditions préalables et de

bonne foi, pour mettre fin au conflit du Sahara occidental conformément aux principes et à la Charte de l'ONU et de l'Union africaine (UA) garantissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. La dernière fois où le Front Polisario et le Maroc se sont installés à la même table des négociations remonte à mars 2012 à Manhasset, aux Etats-Unis et, depuis, le processus de paix lancé par l'ONU se trouve dans l'impasse en raison des entraves dressées par le Maroc pour empêcher le règlement du conflit sur la base des principes de la légitimité internationale qui garantissent le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Mis au pied du mur, le Maroc est, cependant, tenu de reprendre sans tarder les négociations. En avril, le Conseil de sécurité s'est fixé rendez-vous en octobre prochain pour évaluer l'avancée du processus, mettant le cap sur une nouvelle démarche visant à ramener les partis au conflit à la table des négociations dans un délai de six mois. S. H./APS

Tunisie

Une importante manifestation contre un projet de loi sur les libertés et l'égalité

Des milliers de protestants manifestent à Tunis contre des réformes prévues sur l'égalité hommes-femmes et l'homosexualité. Alors que de nouvelles réformes pourraient bientôt entrer en vigueur en Tunisie concernant l'égalité hommes-femmes au moment de l'héritage, ou encore l'homosexualité, des milliers de personnes s'y sont déclarées hostiles dans les rues de Tunis. Des milliers de personnes ont manifesté, samedi à Tunis, contre l'égalité entre hommes et femmes au moment de l'héritage, contre la dépenalisation de l'homosexualité et contre d'autres réformes sociétales proposées par une commission présidentiel-

le. «Avec notre sang, nous défendrons l'islam», ont scandé les manifestants (hommes et femmes), dont certains ont brandi le Coran. Ils ont manifesté à l'appel de la «Coordination nationale pour défendre le Coran et la Constitution», un collectif réunissant universitaires, dignitaires religieux et personnalités pro-islamistes. Son président est l'ancien ministre des Affaires religieuses, Noureddine Khadmi. En juin, la Commission pour les libertés individuelles et l'égalité (Colibe) en Tunisie, formée il y a un an par le président Béji Caïd Essebsi, a proposé une série de réformes pour traduire dans les lois l'égalité inscrite dans la Constitution

depuis 2014. Elle suggère principalement que le patrimoine familial soit par défaut partagé de façon égale entre héritiers hommes et femmes, alors que la loi actuelle, qui s'appuie sur le Coran, prévoit qu'en règle générale, un homme hérite le double d'une femme du même degré de parenté.

«Ils veulent changer des piliers de l'Islam»

La Commission a également proposé de dépenaliser l'homosexualité, abolir la peine de mort et nombre d'autres réformes sociétales saluées par les défenseurs des droits de l'Homme. «Ils

veulent changer des piliers de l'islam», a protesté Mokhtar Abderrahmane, 60 ans. L'égalité dans l'héritage, «c'est une ligne rouge tracée par le Coran, qu'il ne faut pas franchir», a affirmé à l'AFP Sabiha Chelbi, 56 ans, venue manifester avec sa fille, Emna. Cette manifestation intervient alors que le président Béji Caïd Essebsi, très attaché aux nouvelles réformes, prononcera aujourd'hui 13 août un discours sur le sujet, à l'occasion de la journée nationale du droit des femmes. À son issue, une manifestation en faveur de l'égalité et des libertés individuelles sera organisée. Farid M./AFP

Libye

L'Armée arrête cinq terroristes soupçonnés d'avoir abattu un hélicoptère militaire

L'Armée nationale libyenne (ANL) autoproclamée et dirigée par le maréchal Khalifa Haftar, a déclaré samedi que cinq terroristes soupçonnés d'avoir abattu par balles un hélicoptère en 2014 avaient été interpellés. Le maréchal Haftar a reçu un rapport sur l'arrestation de ces cinq terroristes qui auraient abattu un hélicoptère de la Force aérienne libyenne au-dessus du Croissant pétrolier (est) en février 2014, a annoncé le bureau d'informations de l'ANL. Les quatre membres

d'équipage de l'hélicoptère n'ont pas été retrouvés après l'incident. L'hélicoptère avait été ciblé après avoir décollé de l'aéroport de Sidra dans le Croissant pétrolier. La région était alors contrôlée par des milices, avant que l'Armée ne les chasse et reprenne le contrôle de la région.

Attaque rebelle contre une ville frontalière de la Libye au Tchad

Des «rebelles venus de Libye» ont attaqué samedi matin la locali-

té de Kouri Bougri, dans le Tibesti, une région de l'extrême-nord du Tchad, à la frontière avec la Libye, selon des sources concordantes. Une «centaine de véhicules dont certains équipés de mitrailleuses 14,5 et 12,7 mm ont attaqué la localité tôt samedi matin», a indiqué une source militaire à l'AFP. L'attaque a été confirmée de source officielle : «L'ennemi a été repoussé et la poursuite continue», a déclaré l'état-major des armées à N'Djamena samedi après-midi dans un communiqué. Le groupe armé Conseil de com-

mandement militaire pour le salut de la République (CCMSR), qui a revendiqué l'attaque dans une vidéo reçue par l'AFP, a pour sa part affirmé avoir le contrôle de la ville. Le CCMSR a «mis en déroute totale les forces de l'ennemi en ville», selon le groupe armé. Un colonel de l'armée, un officier de renseignement et un commissaire de police ont été tués dans l'assaut, selon la source militaire. Ni l'état-major des armées, ni le groupe armé rebelle n'avaient donné de bilan samedi soir. Kouri Bougri est située dans la région

désertique du Tibesti qui attire des orpailleurs de différentes régions du Tchad en raison de ses ressources aurifères. Né en 2016 et basé en Libye, le CCMSR se définit comme une opposition politico-militaire au pouvoir du président tchadien Idriss Déby et revendique plusieurs milliers de combattants. Depuis le Sud libyen et l'Est soudanais, plusieurs rébellions tchadiennes tentent de survivre grâce à des aides financières, au mercenariat ou à divers trafics, selon les analystes. R. M.



Pakistan

L'ex-Premier ministre Sharif en prison, un «lion» entre quatre murs

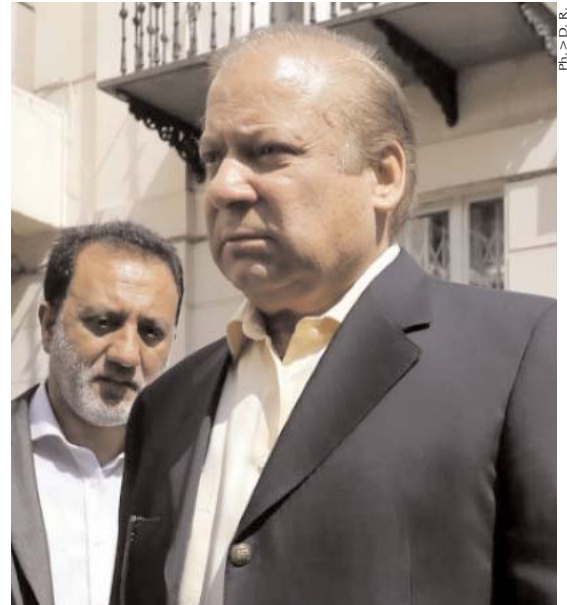
■ Il a été trois fois Premier ministre, trois fois destitué, a connu l'exil... mais c'est depuis sa prison que Nawaz Sharif, figure politique majeure au Pakistan, a dû assister au triomphe électoral de son grand rival, l'ex-champion de cricket Imran Khan.

Par Rosa C.

Nawaz Sharif, 68 ans et incarcéré depuis mi-juillet, démarre un des derniers chapitres de sa longue carrière dans une cellule, où il purge une peine de dix ans pour corruption. Il n'a pas pu participer aux élections législatives du 25 juillet, remportées par Imran Khan, qui prendra dans quelques jours les rênes d'un gouvernement de coalition. Un tel scénario paraissait impensable il y a encore un an lorsque M. Sharif, alors Premier ministre populaire grâce à sa politique de grands travaux, semblait s'orienter vers une réélection facile. Mais en juillet 2017, une décision controversée de la Cour suprême, qui le destitua pour corruption, brisa son élan. Il fut ensuite banni de la tête de son parti, la Ligue musulmane pakistanaise (PML-N), rendu inéligible et finalement emprisonné deux semaines avant le vote. Pour «le

lion du Pendjab», du nom de la riche province de l'Est dont il est originaire, la puissante armée pakistanaise a orchestré sa chute, secondée par la justice, afin de l'évincer du pouvoir et le remplacer par Imran Khan. «Nawaz est né et a été nourri par la dictature du général Zia-ul-Haq, arrivé au pouvoir lors d'un putsch en 1977, qui a parrainé son entrée en politique», rappelait fin mai l'ex-sportif lors d'un entretien avec l'AFP. «Ses théories conspirationnistes (...) sont un écran de fumée», ironisait-il. Mais Nawaz Sharif n'est pas le seul à estimer que les élections n'ont pas été «libres et justes». De nombreux observateurs ont qualifié la campagne de «plus sale» de l'histoire du pays du fait d'interférences multiples de l'armée. L'opposition crie à la fraude électorale. M. Sharif «est puni pour une seule raison : car il n'a pas courbé l'échine face aux militaires», affirme à l'AFP Mushahidullah Khan, ex-ministre

du PML-N. «Nawaz Sharif ne s'est pas agenouillé devant eux. C'est Imran Khan qui l'a fait !» «Nawaz Sharif se bat pour la suprématie du pouvoir civil sur l'armée», renchérit Muhammad Zubair, un autre cadre du PML-N, qui lui rend visite chaque semaine. Selon lui, son incarcération relève d'un «sacrifice» désintéressé. Déjà chassé du pouvoir en 1993 en raison de soupçons de corruption, puis condamné à l'exil en 1999 après un putsch militaire, Nawaz Sharif «ne concourra pas pour un quatrième mandat», assure M. Zubair. «Il est temps maintenant de voir comment l'histoire se souviendra de lui», relève-t-il. D'après ses proches, les Pakistanais se rappelleront que «Nawaz», tout comme sa fille Maryam, qui a écopé de 7 ans de prison dans la même affaire, étaient à Londres, au chevet de leur épouse et mère, atteinte d'un cancer, quand les sentences sont tombées. Ils ont pourtant choisi de revenir au Pakistan, où ils ont été interpellés par des militaires dès leur atterrissage. «Ils escomptaient un bénéfice électoral. Mais leur pari n'a pas porté ses fruits», observe l'analyste Fahd Husain. Jadis omniprésent dans les médias, Nawaz Sharif est désormais inaudible. Maryam, présentée comme son héritière politique, l'est également, incarcérée dans la même prison de haute sécurité de Rawalpindi. En termes d'héritage des Sharif, «tout dépendra des résultats du nouveau pouvoir», estime Fahd Husain. Si le gouvernement d'Imran Khan est apprécié, «le



PH. > D. R.

message de Nawaz Sharif se perdra. Dans le cas contraire, il regagnera du terrain». En attendant, le PML-N critique ses conditions de détention, dénonçant de «sérieux problèmes d'hygiène». Nawaz Sharif, qui souffre d'hypertension, a été brièvement hospitalisé fin juillet. «Il va mieux», rapporte Muhammad Zubair à l'AFP. L'ex-Premier ministre, qui «n'est pas dans la pire cellule», dispose, selon lui, d'un «meilleur lit» que la plupart des détenus et d'une «télévision avec trois chaînes», «mais il n'a pas le droit de rencontrer les autres prisonniers». Les élec-

teurs du PML-N, dont il a longtemps été le héros, sont divisés. «Beaucoup de leaders du parti lui avaient dit de ne pas s'en prendre à l'armée et la justice...», regrette Naja Nisar, agent immobilier de 52 ans, qui a toujours voté PML-N mais ne croit plus en Nawaz. Kashan Arshid, ancien responsable jeunesse du parti à Rawalpindi, préfère souligner sa combativité. «C'est la troisième fois qu'il souffre. A chaque fois, les gens disent qu'il est fini. Mais ensuite il revient encore plus fort», affirme-t-il. «Le lion rugira encore». R. C.



Points chauds

Occupation

Par Fouzia Mahmoudi

Benjamin Netanyahu, le Premier ministre israélien, qui a récemment été à l'origine d'une loi faisant des citoyens Arabes-israéliens et Druzes, de fait, des citoyens de seconde zone, monte au front aujourd'hui pour réclamer un cessez-le-feu à Gaza. Ainsi, celui qui n'a jamais hésité à bombarder lourdement les Palestiniens dans les seuls territoires qu'ils leur reste, ose s'adresser aux lanceurs de petites roquettes d'arrêter leur agression contre l'État hébreu. En effet, Netanyahu a exigé hier un cessez-le-feu «total» du Hamas à Gaza, dans une première déclaration après l'escalade de violences de ces derniers jours. Après l'une des plus graves confrontations depuis la guerre de 2014 entre Israël et le Hamas, mouvement islamiste au pouvoir dans la bande de Gaza, une fragile trêve a été instaurée jeudi soir, par l'entremise de l'Égypte et de l'ONU, selon une source proche des négociations. Aucune confirmation officielle n'a été obtenue d'Israël ou du Hamas, mais la situation s'est calmée depuis dans l'enclave palestinienne et dans sa périphérie israélienne. «Nous sommes en plein dans une campagne contre le terrorisme à Gaza», a déclaré Netanyahu à l'ouverture du Conseil des ministres hebdomadaire. «Notre demande est claire : un cessez-le-feu total. Nous ne nous ne contenterons pas de moins», a-t-il ajouté. «Jusqu'à présent, nous avons détruit des centaines de cibles militaires du Hamas et à chaque nouvelle série d'attaques, l'armée fait payer un lourd tribut au Hamas», a encore dit Netanyahu. Les abords de la barrière qui sépare Gaza du territoire israélien sont depuis le 30 mars le théâtre d'une mobilisation contre le blocus imposé depuis plus de 10 ans par Israël et pour le droit au retour des Palestiniens qui ont été chassés ou ont fui leur terre à la création de l'État d'Israël en 1948. Au moins 168 Ghazaouis ont été tués par des tirs israéliens depuis le 30 mars. Un soldat israélien a été tué le 20 juillet, pour la première fois depuis 2014. Entre mercredi et jeudi soir, près de 200 roquettes et obus de mortier ont été tirés de Gaza vers Israël, faisant quelques blessés légers et précipitant les Israéliens vers les abris. L'aviation israélienne a riposté en frappant, selon l'armée, plus de 150 sites militaires du Hamas à Gaza. Trois Palestiniens, dont une femme enceinte de 23 ans et sa fille de 18 mois, ont été tués dans ces raids. Il s'agissait de la troisième épreuve de force significative depuis juillet. Et cela ne risque pas d'être la dernière alors que l'État israélien ne rate jamais une occasion de bombarder régulièrement les territoires palestiniens, comme pour les occuper. Après tout, s'ils sont occupés à soigner leurs blessés et enterer leurs morts, ils auront moins de temps pour se focaliser sur leurs droits et sur la création d'un État Palestinien. F. M.

Venezuela

Maduro dit accepter l'aide du FBI pour enquêter sur «l'attentat»

Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a tendu une perche aux États-Unis en leur suggérant de coopérer à l'enquête sur ce qu'il a qualifié d'attentat contre sa personne et dont il a imputé la responsabilité à l'opposition, qui proteste contre l'arrestation d'un de ses dirigeants accusé de complicité. «Si le gouvernement des États-Unis ratifie son offre de coopération du FBI pour l'enquête sur les liens en Floride avec le plan d'assassinat (...), je serais d'accord pour que vienne le FBI au Venezuela», a déclaré le président socialiste lors d'une cérémonie devant le haut commandement de l'armée. Selon lui, la Floride abrite des «cellules terroristes» coordonnées par Osman Delgado Tabosky, qui ont activé la détonation des deux drones chargés d'explosif lors de son discours devant une parade militaire le 4 août. «C'est depuis la

Floride qu'a été activée l'explosion du drone devant l'estrade présidentielle», a-t-il dénoncé sur une chaîne de radio-télévision. Son ministre des Affaires étrangères, Jorge Arreaza, a rencontré mercredi dernier le chargé d'Affaires américain à Caracas, James Story qui, selon le ministre vénézuélien, «a exprimé son inquiétude pour les faits (l'attentat présumé, ndr) et la volonté de son gouvernement de coopérer». Nicolas Maduro, qui accuse régulièrement Washington de conspirer le renverser, a demandé à Donald Trump s'il protégera les «groupes terroristes» ou s'il fera justice. Le président socialiste, qui a également accusé l'ex-président colombien Juan Manuel Santos d'être derrière l'attentat présumé, a encore indiqué que Caracas avait entamé des «actions diplomatiques» pour que les États-Unis et la Colombie remettent au

Venezuela «les auteurs matériels et intellectuels» des faits incriminés. Il a également affirmé que plusieurs des assaillants présumés ont fui au Pérou. «Je lance un appel au gouvernement du Pérou pour qu'il capture ces terroristes et les remette (...) à la justice vénézuélienne». Pour leur part, quelque 300 opposants ont manifesté samedi sur une place de Caracas pour réclamer la libération du député d'opposition Juan Requesens, arrêté mardi sous l'accusation d'avoir soutenu «l'attentat» dont Nicolas Maduro se dit avoir été victime. Le président Maduro a divulgué samedi une seconde vidéo dans laquelle Juan Requesens affirme depuis sa prison avoir été en contact avec Rayder Alexander Russo, qui aurait dirigé l'entraînement pour «l'attentat». Il précise, toutefois, qu'il ne le connaissait pas personnellement.



Salon national de la photographie

Plus de 40 participants à la 4^e édition

■ La 4^e édition du Salon national de la photographie s'est ouverte samedi au Palais de la culture Moufdi-Zakaria (Alger), avec plus de 40 participants issus des différentes wilayas du pays.

Par Samy H.

Cette édition, qui s'étalera jusqu'au 14 août courant, a été dédiée cette année au thème de l'enfance et «a pour ambition de permettre aux participants de partager leurs expériences et leur savoir-faire dans le domaine de la photographie», a indiqué le président de l'association Focus (organisatrice de cette édition), M. Djerroud. Un concours national sur le thème de l'enfance sera organisé à l'occasion de la tenue de ce salon, en plus d'une exposition de photographies traitant de différents thèmes (thèmes libres), a-t-il affirmé, ajoutant que des ateliers de photographie ainsi que des randonnées (dans la commune d'Ouzellaguen à Béjaïa) seront organisés au profit des participants tout le long de la durée de cette édition «afin de leur permettre d'acquérir un savoir-faire dans le domaine de la photographie». «Les 40 participants, dont des professionnels et des amateurs, bénéficieront, à l'occasion, d'une formation et se verront attribués des attestations de participation au salon lors de la clôture de cette édition qui aura lieu mardi prochain», a-t-il précisé. Une exposition de photos d'art et de création, conçues par les par-



participants passionnés par la photo, a fait le bonheur des visiteurs qui sont venus nombreux

au Palais de la culture Moufdi-Zakaria pour découvrir ces photographies. Siham Salhi, une

artiste photographe autodidacte de Constantine, qui prend part à ce salon, atteinte d'une maladie

neuro-dégénérative l'empêchant de pratiquer son métier d'ingénieur en géologie minière, s'est donnée à fond dans le domaine de la photographie, réalisant des photos d'art et de création qu'elle a présentées à plusieurs reprises lors des différents salons nationaux dédiés à la photographie. «Je suis passionnée par cet art, auquel je me suis donnée à fond, mais je constate que c'est un art marginalisé, surtout du côté financier», a-t-elle déploré. La valorisation de l'art de la photographie se fera par la «création de salons de vente de photos d'art et de création au profit des artistes», a-t-elle encore estimé. Samir Ourils, photographe amateur, a considéré, de son côté, que la tenue d'un salon national dédié à la photographie est une «aubaine» pour les artistes, qu'ils soient professionnels ou amateurs, ajoutant que les formations prodiguées par des professionnels de la photographie lors de la tenue de ce salon vont permettre aux participants de s'améliorer dans ce domaine.

Spécial été 2018

«Le coup de cœur» qui dure jusqu'au 1^{er} septembre

Les citoyens pourront déguster d'agréables moments tous les soirs et ce, jusqu'au 1^{er} septembre, sur la promenade des Sablettes, en face de la mer à Tahatate el Fananine et aussi au parc Dounia. Ils ont le choix entre le chaabi algérois, la variété et le flamenco, entre autres genres musicaux, du répertoire national. L'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger a concocté, pour la saison estivale de l'année 2018, une palette artistique riche et diversifiée, choisie soigneusement pour mettre en valeur le patri-

moine musical algérien. Un programme conçu pour fêter l'été algérois exécuté par des artistes talentueux disposés à enchanter le public. L'Etablissement Arts et Culture qui, comme à chaque saison estivale «tient à maintenir son engagement et promet de s'investir dans l'Art et la culture» au grand bonheur des grands et des petits, a tracé un programme qui s'étend jusqu'au 1^{er} septembre 2018. Trois places sont choisies à cet effet. A partir de 20 heures, Kamel el Harrachi, Malia Saadi et Abderrahmane Djelti promettent de

faire le plein en plein air sur la promenade des Sablettes. A partir de 22 heures, à la Pêcherie, les honneurs seront rendus à la musique chaabi par Guelal Louenas, Amari Fateh et Karim Aouidat. Pendant ce temps, les habitants du versant ouest de la capitale pourront profiter de l'air doux du parc Dounia, tout en dégustant les subtiles mélodies de la variété algéroise avec Kamel Fares, Aouamer Redouane et Nesma Flamenco.

Faiza I.

Prix Nobel de littérature en 2001

Décès de l'écrivain britannique V.S. Naipaul

L'écrivain britannique originaire de Trinité-et-Tobago, V.S. Naipaul, prix Nobel de littérature en 2001, est mort à 85 ans, a annoncé samedi sa famille. Il laisse une œuvre considérable empreinte des traumatismes liés à la période post-coloniale. «Il était un géant dans tout ce qu'il a accompli et il est mort entouré par ceux qu'il aimait, ayant vécu une vie pleine de créativité merveilleuse et d'initiative», a déclaré sa femme, Lady Naipaul, dans un communiqué. Vidiadhar Surajprasad Naipaul – peintre du déracinement, des petites gens et des empires déclinants – est l'auteur de plus de trente ouvrages dans lesquels se mélangent fictions, non-fictions et autobiographies.

Antilles britanniques, à Port-of-Spain, la capitale de la Trinité, d'une famille d'immigrés indiens, il avait étudié la littérature anglaise à l'université d'Oxford avant de s'établir en Angleterre en 1953. Naipaul avait consacré une grande partie de sa vie à voyager et était devenu un symbole du déracinement dans la société contemporaine. En lui décernant le prix Nobel en 2001, l'Académie suédoise avait qualifié V.S. Naipaul d'«écrivain cosmopolite» et «tourmondiste littéraire». L'une de ses œuvres majeures est son autobiographie «Une maison pour Monsieur Biswas» en 1964, où le héros emprunte les traits du père de l'écrivain. A travers ce livre, il décrivait la difficulté pour les immigrants indiens dans les Caraïbes de s'intégrer dans la société tout en conservant leurs

racines. Réputé pour son franc-parler, Naipaul était connu pour rompre facilement avec ses connaissances : «Ma vie est courte. Je ne peux pas écouter des banalités», disait-il. Le drame de Naipaul, l'Académie suédoise le résume ainsi : «La pauvreté culturelle et spirituelle de Trinidad l'afflige, l'Inde lui est devenue étrangère et il lui est impossible d'adhérer aux valeurs traditionnelles de l'ancienne puissance coloniale anglaise». Ses premiers travaux, consacrés aux Antilles, vont ensuite s'élargir au monde entier, Naipaul se concentrant essentiellement sur les traumatismes liés aux changements post-coloniaux. Condamné à chercher dans les valeurs universelles l'essence de l'être, et à travers elle sa propre identité, l'écrivain-philosophe visitera l'Inde, l'Afrique, les

Amériques et les pays musulmans d'Asie.

Anobli par la reine

En 1998, il livrait «Jusqu'au bout de la foi», après avoir refait, apaisé, le voyage qui l'avait conduit, dix-sept ans auparavant, dans les quatre pays musulmans non arabes (Indonésie, Iran, Pakistan, Malaisie) qui avaient inspiré le fiévreux «Crépuscule sur l'Islam, voyage au pays des croyants». Il y décrivait les pays post-coloniaux comme des sociétés «à moitié faites» et soutenait que l'Islam réduisait à l'esclavage et tentait d'éliminer les autres cultures. Titulaire de nombreux prix, dont le prestigieux Booker Prize (1971) britannique pour «Dis-moi qui tu es», il a été anobli par la reine en 1990.

R. C.

Déracinement

Né le 17 août 1932 dans les

AGEND'ART

Galerie d'arts de l'Hôtel Sofitel Algiers Hamma Garden (El-Hamma, Alger)
Jusqu'au 24 août :
 Exposition de peinture de Khaled Rochedi Bessaih, dont les œuvres s'inspirent du travail d'Amedeo Modigliani.
Palais des Rais Bastion 23
Jusqu'au 15 août :
 L'artiste Nasreddine Brahmi expose ses œuvres depuis le 26 juillet pour une exposition/vente autour du thème «Regard».



Fenerbahce

Slimani s'engage à titre de prêt

L'ATTAQUANT international algérien de Leicester City (Premier league anglaise de football), Islam Slimani, a été prêté pour une saison au club truc de Fenerbahce, a annoncé samedi soir la formation stambouliote sur son site officiel. Le meilleur buteur en activité de l'équipe nationale (26 buts) a signé son contrat après avoir passé la traditionnelle visite médicale d'usage. «Heureux de commencer une nouvelle aventure dans ce grand club de Fenerbahce pour qui je donnerais tout sur le terrain. Merci à mes agents pour ce nouveau challenge», a réagi Slimani dans la foulée sur son compte Twitter. Slimani (30 ans) rejoint trois de ses compatriotes et coéquipiers

en équipe nationale qui évoluent déjà en Turquie : Sofiane Feghouli (Galatasaray), Carl Medjani (Sivasspor) et Nabil Ghilas (Goztepe). Arrivé en Angleterre en 2016 en provenance du Sporting Lisbonne (Portugal), Slimani n'a pas réussi à s'affirmer sous les couleurs de Leicester City puis de celles de Newcastle United, avec qui il détenait 4 apparitions seulement lors de la seconde partie de la saison 2017-2018. Fenerbahce, vice-champion de Turquie, a bien entamé la nouvelle saison 2018-2019 en s'imposant, samedi soir à domicile, face à Bursaspor (2-1). Le club reste en lice en vue d'une éventuelle qualification pour la Ligue des champions.

Ligue 2 (1^{re} journée)

L'ASO et la JSMB l'emportent

L'ASO CHLEF et la JSM Béjaïa ont bien entamé la nouvelle saison de la Ligue 2 Mobilis de football 2018-2019, en s'imposant respectivement à domicile face à l'ASM Oran (2-1) et au RC Relizane (1-0), en clôture de la 1^{re} journée de la compétition disputée samedi. Les Chéliens qui auraient pu accéder en Ligue 1 la saison dernière, ont assuré l'essentiel en l'emportant grâce à Melika (19') et Kaddou Chérif (85'). Les Oranais ont marqué leur unique réalisation par l'entremise de Khalfallah (54'). La JSM Béjaïa, dirigée sur le banc par Mustapha Biskri, n'a pas raté l'occasion d'engranger les trois premiers points de la saison. Belgherbi a libéré les siens peu avant la mi-temps (45'), au moment où les locaux ont sué pour préserver leur maigre avantage jusqu'au sifflet final. Rappelons que l'entraîneur du

RC Relizane, Chérif Hadjar, a été expulsé à l'heure de jeu. En ouverture de cette journée inaugurale vendredi, l'exploit a été réalisé par le nouveaux promus, l'USM Annaba et l'ES Mostaganem, vainqueurs hors de leurs bases respectivement devant l'US Biskra et la JSM Skikda sur le même score (1-0) alors que l'A. Boussaâda euphorique, prend la tête du classement au goal-avérage, grâce à sa large victoire devant le RC Kouba (5-0). Deux matchs se sont terminés sur un score vierge : USM Blida-WA Tlemcen et MC Saida-MC El-Eulma. Blidéens et Saidis doivent certainement regretter les deux points perdus à domicile, et qui pourraient peser lourds dans la balance au moment du décompte final. La 2^e journée de la Ligue 2 se jouera le week-end du 17 et 18 août.

Championnat d'Afrique de para-powerlifting L'EN à la 3^e place avec 9 médailles

L'ALGÉRIE, avec une moisson de 9 médailles (1 or, 4 argent, 4 bronze), occupe la 3^e place du classement général du Championnat d'Afrique des nations de la discipline, après deux journées de compétition disputées vendredi et samedi à la salle Harcha-Hacène (Alger). L'unique médaille d'or algérienne a été décrochée, vendredi, par Lamia Adra dans la catégorie (-41 kg) avec une barre soulevée de 63 kg, alors que les médailles d'argent ont été l'œuvre de Hocine Bettir (-65 kg), Hadj Ahmed Beyour (-49 kg), Houria Akib (-73 kg) et Samira Guerioua (-45 kg). Les breloques en bronze ont été remportées par Houria Arabi (-51 kg), Sabrina Moussaoui (-41 kg), Naïma Saïdi (-67 kg) et Kheïreddine Ababssa (-54 kg). Le directeur de l'organisation sportive de la Fédération algérienne de handisport, Mansour Ait Saïd, s'est dit «très satisfait» des résultats obtenus par les Algériens dans cette compétition qualificative aux Jeux paralympiques 2020 à Tokyo (Japon). «Nous tablions sur 2 médailles dont une en or avant le début du Championnat d'Afrique. Après deux journées de compétition,

nous avons une moisson de 9 médailles ce qui dépasse largement nos pronostics. Un grand bravo aux athlètes médaillés», a déclaré Ait Saïd. «Notre premier objectif à travers l'organisation de ces joutes est la vulgarisation de cette discipline pourvoyeuse de médailles pour l'Algérie lors des différentes compétitions internationales, pour attirer le maximum d'athlètes et ainsi former une nouvelle génération qui rivalisera avec les meilleures athlètes du continent et du monde», a-t-il ajouté. Après deux journées de compétition, le Nigeria domine outrageusement les épreuves de Championnat d'Afrique avec un total de 9 médailles dont 7 en or sur 11 possibles, devant l'Egypte avec 8 médailles (3 or, 3 argent, 2 bronze). La 3^e et dernière journée, prévue hier, a été consacrée à trois catégories chez les dames (-79 kg, -86 kg, +86 kg) et six chez les messieurs (-72 kg, -80 kg, -88 kg, -97 kg, -107 kg, +107 kg). La 2^e édition du Championnat d'Afrique de Para-Powerlifting (Juniors et seniors), après celle du Caire en 2009, enregistre la participation de 86 athlètes (48 messieurs et 38 dames) dont 24 algériens, issus de 15 pays.

Ligue 1 Mobilis (1^{re} journée)

L'ESS débute fort, les promus s'en sortent bien

■ L'ES Sétif a débuté fort le championnat 2018-2019 en écrasant à domicile l'USM Bel-Abbés (3-0), alors que les trois promus ont réussi leur retour parmi l'élite, à l'occasion de la 1^{re} journée du championnat de Ligue 1 Mobilis.

Par Mahfoud M.

Avant cédé son titre de son champion la saison dernière au CS Constantine, l'Entente vient de se positionner déjà comme un sérieux favori pour succéder à la formation de Cirta. Rebiaï (29'), Ghacha (48') et le capitaine Djabou (57') ont permis à l'ESS d'emporter les trois premiers points de la saison, face à une équipe de la Mekerra qui n'a pas pesé lourd. La JS Kabylie, dont l'effectif a subi un véritable remue-ménage, a mal entamé le nouvel exercice en se faisant accrocher par le vice-champion d'Algérie, la JS Saoura, en match disputé à huis clos au stade du 1^{er}-Novembre de Tizi-Ouzou. Un mauvais départ qui devrait pousser les «Canaris» à revoir leur copie dès le prochain match face au MO Béjaïa, vendredi prochain dans un derby kabyle qui promet en intensité. Le MO Béjaïa, qui n'est resté que l'espace d'une saison en Ligue 2, a frappé fort du côté de la capitale du Titteri en s'imposant face à l'Olympique Médéa (4-2). Une victoire nette et sans bavure qui permet aux joueurs de l'entraîneur français Alain Michel de faire le plein de confiance en vue du reste du parcours. L'autre promu en Ligue 1, l'AS Ain M'lila, s'est imposé sans jouer face au CR Belouizdad, forfait à domicile pour non-paiement des droits d'engagement pour le compte de la saison footballistique 2018-2019 ainsi que des frais d'assurance des joueurs. Le détenteur de la Coupe d'Algérie 2016-2017 n'a pas présenté également à la Ligue de football professionnel (LFP) les dossiers médicaux des joueurs de l'équipe de réserve avec lesquels il devait affronter le nouveau promu. Le CABB Arréridj, qui effectue également son retour au palier supérieur, est allé tenir en échec le MC



Les Sétifiens décidés à aller loin

Oran (1-1). Le club des Hauts-Plateaux a marqué probablement le but le plus rapide de la saison, dès la 30^e seconde de jeu, par l'entremise de la nouvelle recrue estivale Abdelmalek Meftahi. Mais c'était sans compter sur l'envie des locaux qui allaient égaliser en seconde période grâce à Nadji (59') sur penalty. Un semi-échec qui devrait faire redescendre les joueurs de l'entraîneur marocain Badou Zaki de leur nuage après un recrutement qualitatif et une préparation réussie. Les deux derniers matchs au programme de cette journée : MC Alger - Paradou et USM Alger - DRB Tadjenanet se joueront respectivement demain 13 août (20h00) et mardi 14 août (21h00). Les deux clubs algérois ont disputé durant la semaine les 32^e de finale (aller) de la Coupe arabe des clubs champions. M. M.

RÉSULTATS ET CLASSEMENT

CSC - NAHD	1-1
OM - MOB	2-4
CRB - ASAM 0-3 (par pénalité)	
JSK - JSS	0-0
ESS - USMBA	3-0
MCO - CABBA	1-1

	Pts	J
1. AS Ain-M'lila	3	1
- MO Bejaïa	3	1
- ES Sétif	3	1
4. CSC	1	1
- NAHD	1	1
- JS Kabylie	1	1
- JS Saoura	1	1
- MC Oran	1	1
- CABBA	1	1
10. O. Médéa	0	1
- CRB	0	1
- USMBA	0	1
- MC Alger	—	—
- ParadouAC	—	—
- USM Alger	—	—
- DRBT	—	—

Après le forfait du CRB face à l'ASAM Le P/APC de Belouizdad et les supporteurs demandent le départ de Bouhafs

La colère était visible avant-hier au stade du 20-Août-55 d'Alger, suite à la décision de l'arbitre de siffler la fin du match avant même son début en raison de l'absence des joueurs du CRB sur le terrain, n'ayant pas pu obtenir leurs licences de la LFP, suite au non-paiement des dettes par la direction du club et son président, Mohamed Bouhafs. La LFP n'a fait donc qu'appliquer le règlement en

défaillant les trois points au Chabab et en accordant le gain du match à l'ASAM. Les dettes du Chabab sont de l'ordre de 12 milliards et le club ne pourra pas obtenir ses licences que s'il les paie. Le président de l'APC de Belouizdad, connu pour être un fervent supporteur du CRB, a demandé le départ du président Bouhafs qui ne peut pas, selon lui, continuer à se comporter de la sorte et se jouer de l'avenir du

club. Il expliquera que sa structure était prête à payer une grande partie de cette dette, mais tout en demandant à ce que tout le monde prenne ses responsabilités. Les fans, très remontés aussi contre le président Bouhafs, ont exigé sa démission immédiate, surtout que le club est en danger et risque même de rétrograder si la situation demeure inchangée.

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Accidents de la route

8 morts et 9 blessés en 24 heures

HUIT personnes ont trouvé la mort et neuf autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers le territoire national, selon un bilan rendu public hier par les services de la Protection civile. L'accident qui a occasionné le plus de victimes s'est produit dans la wilaya d'Annaba, où 3 personnes sont décédées suite au dérapage d'un véhicule léger qui a percuté un arbre sur la RN 44, dans la commune d'El Bouni, précise-t-on de même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile de la wilaya de Jijel ont procédé au repêchage du corps d'un jeune homme âgé de 20 ans, décédé en mer, au lieu-dit Bouingue zone, dans la commune Emir Abdelkader. A El Bayadh, 4 personnes à bord d'un véhicule léger emporté par les eaux d'Oued Lakbour, commune d'Ain El Orak, ont été sauvées par les éléments de la Protection civile, indique-t-on de même source.

Deux morts à El Khroub

Deux personnes ont trouvé la mort dans un accident de la circulation survenu hier dans la commune d'El Khroub (Constantine), a-t-on indiqué à la direction locale de la Protection civile. L'accident s'est produit au rond-point de Ain Nahas, sur la route nationale n° 3, lorsqu'un véhicule léger a percuté deux personnes âgées de 65 et 72 ans, a précisé la même source, ajoutant que les victimes sont mortes sur place avant d'être évacuées par la Protection civile à la morgue de l'hôpital d'El Khroub. Les services de sécurité compétents territorialement ont ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes de l'accident. A. S.

Tizi Ouzou

Une dizaine d'incendies de forêt depuis le début du mois d'août



Une dizaine de départs de feux de forêt ont été enregistrés durant la période allant du 1^{er} au 11 août, selon un bilan fourni par la Protection civile. Ces incendies ont parcouru une superficie

globale de 18,5 hectares de couvert végétal, à savoir 4 ha de forêts, 2,5 ha de maquis et 8 ha de broussailles. Ces départs de feux ont également réduit en cendres 270 bottes de foin et 235 arbres fruitiers, essentiellement des oliviers. Comparativement à l'année dernière, la wilaya de Tizi Ouzou n'a pas connu cet été d'importants incendies, en dépit de la hausse du mercure enregistrée depuis la mi-juillet et qui persiste toujours. Les campagnes de sensibilisation, les mesures urgentes prises par les autorités locales en matière de lutte préventive contre les incendies semblent apporter leurs fruits.

Hamid M.

Lutte antiterroriste Reddition de trois terroristes à Tamanrasset

TROIS terroristes se sont rendus hier aux autorités militaires de Tamanrasset, dans le cadre d'une opération qui a permis également de saisir des armes et des munitions, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et dans la dynamique des efforts fournis par les forces de l'Armée nationale populaire, trois terroristes se sont rendus, ce matin 12 août 2018, aux autorités militaires à Tamanrasset. Il s'agit des dénommés Brezegui Ahmed, qui a rallié les groupes terroristes en 2009, Sioud Hamza, dit "Abou Youcef", qui a rallié les groupes terroristes en 2014 et Zouaoud Mustapha, dit "Abou Abderrahmane" qui a rallié les groupes terroristes en 2014», note la même source.

L'opération s'est aussi soldée par «la récupération de trois pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov et trois chargeurs garnis de munitions».

«Ces résultats de qualité confirment, encore une fois, l'efficacité de la stratégie clairvoyante adoptée par le Haut Commandement de l'ANP à travers les différentes démarches et initiatives afin d'extirper le fléau du terrorisme de notre pays», souligne le communiqué.

A. F.

A quelques jours de l'Aid El Adha : Les prix des légumes et fruits flambent



LOUMIS

Djalou@hotmail.com

Intempéries

La Protection civile intervient dans 9 wilayas

Les unités de la Protection civile sont intervenues, ces dernières 24 heures, pour effectuer des opérations de pompage et d'épuisement des eaux infiltrées dans des quartiers et des habitations, suite aux inondations causées par les pluies qui se sont abattues sur de nombreuses wilayas du pays.

Par Hakim S.

Ces opérations ont concerné les wilayas de Tamanrasset, Mila, Oum El Bouaghi, Ghardaïa, Sidi Bel-Abbès, El Bayadh, Guelma, Constantine et Naâma, selon un bilan des services de la Protection civile, précisant que 147 tentes ont été distribuées au profit des sinistrés dans la commune d'In Guezzam, wilaya de Tamanrasset. Dans la wilaya d'El Bayadh, les éléments de la Protection civile ont réussi à sauver quatre personnes qui étaient à bord d'un véhicule léger, emporté par les eaux de oued Lakbour, dans la commune d'Ain El Orak, où le trafic routier reste difficile dans cette région, notamment sur la RN 47, suite au débordement de cet oued. A



PH. > D. R.

Naâma, la RN 06 reste difficile à la circulation, suite à la montée des eaux de oued Mhisrat, dans la commune d'Ain Safra, tout comme la RN 13 au niveau de la cité 100 logements, dans la commune de Tenira, wilaya de Sidi

Bel-Abbès, qui demeure difficile à la circulation en raison de la stagnation des eaux pluviales, ce qui a nécessité l'intervention en force des éléments de la Protection civile pour dégager les routes et pomper l'eau. H. S.

Illizi / Attaque à main armée d'un bureau de poste à Debdeb

Le receveur et deux complices placés sous mandat de dépôt

LE RECEVEUR du bureau de poste de la commune de Debdeb (wilaya Illizi) et deux de ses complices ont été placés sous mandat de dépôt, après leur comparution devant un juge d'instruction dans le cadre de l'affaire de l'attaque à main armée de la poste de cette collectivité relevant d'Algérie-Poste, a-t-on appris, hier, auprès des services du tribunal d'In-Aménas. Le prévenu avait reconnu, au cours des investigations, être «le cerveau» du braquage à main armée, avec deux autres complices et d'avoir dérobé un

montant de 35 millions DA, a précisé le procureur de la République près le tribunal d'In-Aménas, Abdou Tarek, lors d'une conférence de presse. Les services de la Police judiciaire relevant de la Gendarmerie nationale ont pu récupérer, après exploitation de renseignements fiables, une somme considérable de ce montant et les efforts se poursuivent pour recouvrer le reste de l'argent détourné, a fait savoir la même source. Les faits remontent au début du mois d'août, lorsqu'une attaque à main armée,

menée par un groupe d'individus, avait ciblé le bureau de poste de la commune frontalière de Debdeb. Une enquête avait été déclenchée aussitôt pour arrêter les individus ayant commis cet acte et les présenter devant les instances judiciaires, en exploitant les renseignements de quelques habitants aux alentours de cette structure, a-t-on indiqué. Des investigations approfondies ont été menées, notamment avec le receveur du bureau de poste, pour élucider les tenants et les aboutissants de cette affaire. A. K.